

**OPEN ACCESS**
Revue Congolaise des Sciences & Technologies

ISSN: 2959-202X (Online); 2960-2629 (Print)

<https://www.csnrdc.net/>REVUE
CONGOLAISE
DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES**Impact du taux d'investissement sur le développement politico-économique de la RD Congo de 2018 à 2023****[Impact of the Investment Rate on Politico-development economics of the DR Congo from 2018 to 2023]****Nzembele Muntu Umue Edgar*, Bulayi Muzuba Désiré, Sudi hamadi Olivier & Mondondo Matalimuaka Chouvhouna***Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), B.P. 3474 Kinshasa-Gombe, Département des Sciences Politiques et Administratives, Relations Internationales et de Bonne Gouvernance (SPARI-BG).
Section de Bonne Gouvernance.***Résumé**

La RDC est un pays potentiellement riche en toutes sortes des minerais qui peine à se développer alors qu'il y a des pays à côté de nous comme le Rwanda et l'Angola qui se développent de plus en plus. Cet aspect des choses nous a poussé à se poser des questions sur la raison de l'économie stagnante dans laquelle la RDC croupit, ainsi le taux d'investissement nous a effleuré pour nous rendre compte et nous pousser à jeter notre dévolu sur ce sujet : « L'impact du taux d'investissement sur le développement politico-économique de la RDC, analyse et perspective de 2018 à 2023 ». De ce fait, nous allons utiliser deux méthodes, à savoir : La méthode historique et la méthode dialectique. Et en utilisant la technique documentaire et d'observation. Enfin, nous avons répartis en deux chapitres qui sont la littérature sur l'évolution du taux d'investissement en RDC, et la RDC au creuset de son développement.


Mots clés : Taux d'investissement, taux de croissance démographique, taux de croissance économique, République Démocratique du Congo et espace économique intégré.

Abstract

The DRC is a country potentially rich in all kinds of minerals which struggles to develop when there are countries next to us like the Rwanda and Angola which are developing more and more. This aspect of things made us ask questions about the reason for the economy stagnant situation in which the DRC is languishing, so the investment rate touched to make us realize and push us to set our sights on this subject: "The impact of the investment rate on political development economy of the DRC, analysis and outlook from 2018 to 2023". Therefore, we will use two methods, namely: The method history and the dialectical method. And using the technique documentary and observation. Finally, we have divided into two chapters which are the literature on the evolution of the investment rate in the DRC, and the DRC in the crucible of its development.

Keywords: Investment rate, population growth rate, economic growth rate, the Republic Democratic Congo, economic space integrated.

*Auteur correspondant: Nzembele Muntu Umue Edgar, (nzembeledgar@gmail.com). Tél. : (+243) 81 796 68 18

 <https://orcid.org/0009-0002-7469-1134>; Reçu le 04/08/2025 ; Révisé le 29/08/2025 ; Accepté le 25/09/2025

DOI : <https://doi.org/10.59228/rcst.025.v4.i4.193>

Copyright: ©2025 Nzembele et al. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License (CC-BY-NC-SA 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

« Le monde est une pensée qui ne se pense pas, suspendu à une pensée qui se pense ». (L'échalière 1998), nous pouvons dire que Dieu a doté les humains d'un monde avec son contenu, c'est aux humains de façonner cet univers selon leur manière cartésienne sous l'impulsion humaine. Ainsi, en observant l'évolution du taux d'investissement en RD Congo, les infrastructures constituent un enjeu majeur dans la réalisation d'une œuvre grandiose issue de la pensée humaine susceptible à booster son génie créateur. Le taux d'investissement est un propulseur ou un enclencheur du développement. (Goffaux, 1999)

De ce fait, « la principale condition préalable à une poussée de l'investissement dans le pays en développement est la stabilisation de la conjoncture macroéconomique » service FMI. (1990) cela suppose que la RDC doit faire un effort en luttant contre l'inflation, en rendant les taux d'intérêts réels et les taux de change plus stables et garantir un budget largement bénéficiaire, cet entendement propulse l'essor économique et permet le décollage du développement de la R.D.C par l'appui d'une expansion constante et importante des investissements. « L'économie congolaise avait bénéficié aux cours des dix années antérieurs à l'indépendance d'un taux d'investissement que, jusqu'en 1955, dépassait parfois 20% du produit rationnel ». (Présidence de la RDC, 2006)

En raison notamment des circonstances de la conjoncture et de l'évolution fondamentale de la structure des pensées de la nation « durant la décade de 1950 à 1960, pendant laquelle le taux moyen de l'accroissement du produit national brut était de 7% par an, les investissements publics s'élevant en moyenne à 13 millions francs par an, ce chiffre englobait à la fois les investissements du secteur gouvernemental, ceux de parastataux et ceux des services semi-publics. L'on estime, par ailleurs que la part revenant aux dépenses gouvernementales s'élevait à près de 7,5 milliards de francs (RDC),).

« Un investisseur désireux de fructifier son épargne à travers la créations d'unités de production n'ira pas dans un pays à risque. » Omana, (2000) càd un pays où il Ya la guerre, la corruption, l'anarchie, la concussion. La guerre à l'Est de la RDC et le pillage connu en 1992, en sont illustration. Aujourd'hui, le chômage a pris domicile dans la société congolaise faute d'industrie. Le taux de chômage a atteint son paroxysme. Les finalistes ne savent plus sur qui porter

leur espoir. Une société incertaine. Pour ceux qui travaillent sont soumis soit au chômage déguisé ou au chômage structurel suite à des relations inopportunes. Cet environnement rendant le pauvre congolais dans la précarité et sans issue. Pas d'industries consistantes, depuis le pillage connu en 1992, cette situation nous a poussés à jeter notre dévolu sur ce sujet.

Notre Objectif est de pousser le gouvernement congolais à maximiser le taux d'investissement à une hauteur considérable en tenant compte du taux de croissance et du taux de la Démographie. Et nous sommes soumis à analyser le taux d'investissement comme l'objet de notre étude en vue d'interpréter et chercher à comprendre la vérité qui s'y dissimile, afin de proposer des voies et moyens de sorte à trouver de solutions idoines pour sortir le citoyen congolais de la précarité et le gouvernement de remettre la pendule à l'heure.

Par ailleurs, les questionnements ci-dessous constituent une préoccupation pour cette analyse à savoir :

- Quel est l'impact actuel du taux d'investissement dans la croissance économique de RD. Congo ?
- Quel est l'apport de secteurs économiques dans cet élan de la croissance économique ?
- Quel est le taux réel que le gouvernement congolais peut-il utiliser pour son développement ?

D'une Façon anticipative, nous pouvons dire que le taux d'investissement dépend du code minier et du code d'investissement qui souffre d'application d'une part et d'autre part de la situation de la croissance économique et de ses priorités.

Ainsi, nous avons opté pour la méthode dialectique afin de comparer les performances fournies par le gouvernement congolais, année par année, pendant cette période d'étude aussi bien la technique documentaire et d'observation.

Tenant compte des experts congolais, affirment selon le courant libéral qu'un pays neuf est en bonne voie d'industrialisation quand il consacre 15% au moins de son revenu national à l'investissement, ce taux lui permettra de faire face à sa croissance démographique provoquant ainsi le développement de sa consommation et l'élargissement de son capital de base et dans ce type de pays, l'économie et stationnaire lorsque l'équivalent de 5 à 8% seulement du revenu est investi, de ce fait, il n'y a plus guère que l'entretien et le renouvellement de l'équipement soient assurés Pour sa part, Goffaux insiste sur la vision d'autres économistes capitalistes congolais qui sous-tendent

que si l'on veut accroître de 1% en moyenne le revenu national d'une population dont le chiffre demeurerait constant, il est nécessaire d'investir 4% du revenu national (Goffaux 1999).

Austry révèle l'ambiguïté de calculs de ce genre en relevant que certains économistes contestent la transposition sans nuance d'une structure d'une société à une autre (Goffaux, 1999)

Pour notre part, nous soutenons la pensée d'Austry et nous pensons que cette pensée autour du taux d'investissement soit une conscience de soi, faute de quoi, elle ne pourrait pas avoir d'Objet, car cette pensée, si elle est dépassée par son objet, elle verra ce dernier foisonner sous ses pas sans être jamais capable d'en saisir le rapport et d'en pénétrer la vérité. (Merleau, 1945)

C'est pourquoi, nous ne voulons que la RD. Congo utilise le taux d'investissement selon la réalité de son économie tout en faisant appel à la conscience des autorités du pays, aussi bien établir la corrélation étroitement liée entre le taux d'investissement et la répartition de l'emploi dans les secteurs de l'économie selon les réalités purement congolaises, d'où la nécessité d'espace économique intégré. Notre travail s'étend sur une période allant de 2019 à 2023 en République Démocratique du Congo. (NGOMA, 1997)

Enfin, nous avons un point celui de la littérature qui à 5 points à savoir ; le premier point porte sur Etat de lieu de l'évolution du taux d'investissement en République Démocratique du Congo l'évolution du taux d'investissement en République Démocratique du Congo tandis que le deuxième est axé sur la RD Congo au creuset du taux d'avertissement, le troisième point porte sur le revers des médailles, le quatrième point porte sur l'analyse du taux d'investissement en RDC et le dernier point porte sur le résultat.

2. Littérature

2.1. Etat de lieu de l'évolution du taux

d'investissement en République Démocratique du Congo

L'évolution du taux d'investissement connaît trois périodes qui sont :

- La période précoloniale
- Période coloniale
- La période postcoloniale

2.1.1. La période postcoloniale

Nous allons nous intéresser à la période postcoloniale toute fois nous allons donner une brève explication sur la deuxième république.

A. La Deuxième République

a) De 1965 à 1997

Le 24/11/1965, le président Mobutu fait le coup d'Etat et prend la tête du pays. Il trouva les finances publiques dans une situation désastreuse. Les dépenses de L'Etat atteignaient l'équivalent de 60.938.000 zaïres en 1965 et le déficit budgétaire l'équivalent de 21.219.000 Zaïres. Ce déficit s'est traduit par une augmentation des avances du trésor de 41% et du stock monétaire de 15%. Le président Mobutu essaya de rétablir l'équilibre budgétaire et de freiner l'inflation sans recourir au financement monétaire. Ainsi de décembre 1965 à novembre 1966, la masse monétaire augmentait de 30, 6 milliards de FC. L'accroissement monétaire à été de 8 milliards en 1966. (Présidence de la République, 2006)

Le volume consolidé des investissements de l'Etat financés par des ressources propres s'est accru de près de 5 fois entre 1966 et 1968, passant de 8,9 millions de Zaïres à 42,5 millions. Il représente en 1968 près de 20% de l'ensemble de dépenses contre 11% en 1966. L'effort de l'Etat s'est porté sur l'équipement aéronautique (11,6 millions), sur les équipements et l'investissement d'eaux (6,2 millions), sur l'équipement accru en matérielle agricole (3,3 millions).

Les investissements à caractère financier réalisés en 1968 s'élèvent à 4,9 millions de zaïres dont les parts prises par l'Etat dans la sucraf, la minoterie nationale du Congo, la calico-printers association, les grands hôtels du Congo et l'économat du peuple. Certaines participations ont été cédées à titre gratuit à l'Etat Congolais, notamment dans la société minière de LUESHE et dans la société minière de BAKWANGA (Présidence de la République, 2006) Une autre catégorie d'investissement réalisée par l'Etat, il s'agit des projets financiers par les ressources extérieures sous forme de crédits. Ceux-ci s'élèvent à 21,1 millions de zaïres en 1968 où on devait avoir la contribution des écoles, de battements, remise en état des routes, de bacs et des ponts. L'utilisation de ces fonds a porté sur 7,2 millions de zaïres en 1968 contre 2,2 millions en 1867 elle concerne presque entièrement les fonds d'origine américaine.

Les investissements publics financiers directement par des subventions non remboursables s'élève à 3,9 millions en 1968. Ce regain de l'économie congolaise n'a pas pris long feu, vers les années 80, le président Mobutu et son entourage s'étaient mis dans

une prédation financière sans précédent. Des dépenses spectaculaires qui ont valu au pays à savoir :

- 850 mille de \$ pour le voyage de Mobutu.
- La contribution de la caisse de la GCM, MIBA, la Regideso, et de la SNEL pour ses fins propres. ([Présidence de la République 2006](#)).

Dès l'avènement du maréchal président, les banques internationales pour la plupart américaines et occidentales avaient ouvert les vannes, par l'intermédiaire de grands organismes financiers : la banque mondiale, la banque européenne de développement et la banque africaine de développement qui subvenaient à tous les besoins potentiels du pays. La BAD de banque regroupe au sein des actionnaires, les pays africains mais aussi de pays occidentaux dont la France et la Belgique ainsi que quelques grandes puissances comme l'Amérique et le Japon. Entre 1969 et 1991 la banque mondiale avait versé plus de 5 milliards de dollars au Zaïre Mobutu et son entourage n'ont consacré à l'intérêt général qu'un infime pourcentage des aides internationales. Tout le reste était empoché. La Belgique versait au Zaïre une somme de 100 et 150 millions de \$ par an. Un cadeau somptueux qui était servi à aménager des réseaux de transport, à construire des routes, des hôpitaux, écoles... rien de tout cela n'a été fait ([Janssen, 1976](#))

A chaque fois que le pays se trouvait à court de liquidités, le président recourait à la planche à billet. A la prise de pouvoir de Mobutu, 1Z équivalait à 2\$. Il y eut une inflation galopante à l'ordre de 800% par an. 1989, avec la chute du mur de Berlin, une page de l'histoire se tourne définitivement Moscou entre dans l'ère de la glasnost et la perestroïka. Mobutu est devenu inutile. En avril 1990, il ouvre le pays à un embryon de démocratie en acceptant le principe du multipartisme.

L'Amérique lui réclame des agios que Mobutu n'avait pas réglé qu'il y a 10 ans soit 240 millions de \$ ([Janssen, 1976](#)). La BIRD lui coupe les vivres en 1991 puis elle inscrit le Zaïre sur la liste noire de mauvais payeurs avant d'user de sa toute puissante influence auprès de la BAD pour que celle-ci bloque les fonds qui étaient destinés au Zaïre. La plupart des robinets sont coupés. Dès le début des années 90, l'Etat Zaïrois n'est plus crédible, la banque européenne à son tour, cesse d'expédier des fonds destinés à financer de grands projets qui n'aboutiront jamais. Dans un rapport du FMI, le banquier allemand Erwin Blumenthal, détaché auprès de la banque centrale du Zaïre écrit ce qui suit : « les nombreux créanciers du Zaïre n'ont pas la moindre chance de revoir leur argent. Il y a toujours

eu, et il y a encore, un obstacle majeur qui boucle toute perspective : la corruption de l'équipe au pouvoir » Avec cette situation, le taux d'investissement était quasi nul.

([Janssen, 1997](#))

2.2. La RD. Congo au creuset de son développement

2.2.1. La période postcoloniale

A. Contexte actuel d'investissement

Les entreprises publiques minières pourvoyeuses des derniers publics connaissent des difficultés énormes c'est le cas de la GECAMINES qui était jadis le poumon de l'économie congolaise, connaît une dégradation permanente et particulière. Elle contribuait à peu près 60% dans l'économie Zaïroise, nous constatons avec amertume que celle-ci n'a versé en 2003 qu'une contribution de 32 millions \$ alors qu'elle aurait pu s'élever à 450 millions de \$ et cela vaut des mines de diamants de Bakwanga qui est en faillite aussi bien, Okimo qui n'a pratiquement rien apporté. Devant cette impasse, le Président Joseph Kabila avait jugé à recourir à la Chine.

B. Accord Minier Chine - RD. Congo ([Reybrouck, 2016](#)).

Vers septembre 2007, la RD. Congo dans son projet d'investissement avec la Chine, devrait créer une coentreprise de droit congolais avec les entreprises chinoises dont une banque, une société de chemins de fer et une société de construction générale. La participation du Congo s'élevait à 32% contre 68% de la Chine pour ce faire, la coentreprise pouvait extraire 10.000 000 T de cuivre et 600 T de cobalt en échange, la nouvelle société devrait investir 3 milliards de \$ dans la remise de l'état des infrastructures minières et 6 milliards dans la construction des routes asphaltées (3.400km), des routes sans revêtement (3215km), de 5000 logements, de 145 polycliniques et 31 hôpitaux, de deux centrales hydrauliques, de deux aéroports et de 2 universités soit 9 milliards de \$ d'investissement. Et comme la coentreprise n'enregistrerait pas encore de recettes, la République populaire de Chine commencerait par avancer elle-même des grands travaux ([Reybrouck, 2016](#)).

Il s'agit bien sûr d'un accord mal négocié qui plus tard, certains de ces projets ont été utilisés dans les programmes de 100 jours, Tshilejelu et programme de 145T à fond propre du gouvernement.

Sauvé par les occidentaux qui considéraient cette opération comme un « prêt » et surtout dénoncé par la presse occidentale, il s'agissait ici d'un troc établi entre minerais contre des infrastructures, mesures utilisées par les colons. Ainsi les occidentaux traitèrent la Chine

de néo colonialiste, qui plus est l'accord n'a pas été débattu au parlement. La coentreprise ne créait pas l'emploi aux congolais sinon à la chine qui faisait venir ses prisonniers par avion. Comme les USA prétendent avoir le monopole sur la R.D Congo, cet accord avait créé la nervosité et la méfiance aux Américains. Le déséquilibre de cet accord saute aux yeux. Comment peut-on sacrifier 10.000 000 de tonnes de cuivre et 600 tonnes de cobalts pour 9 milliards de \$? (Reybrouck, 2016).

C'est non-sens, cet aspect de chose s'allie à l'idée d'un médecin véreux qui administre les soins à un patient gravement malade une boîte de vitamine de format familial en échange d'un rein ou d'un poumon. Ainsi pour les institutions de bretons Wood, la RD. Congo risquait d'accumuler des dettes alors qu'il était submergé par d'autres laissées par MOBUTU soit 13.000 000 000\$ qui représente 150% de la totalité des exportations et de 900% des recettes de l'Etat (Reybrouck, 2016).

Alors qu'Erwin Blumenthal tiré déjà la sonnette d'alarme sur l'incapacité à la RD Congo de payer cette dette. Aujourd'hui la RD. Congo est capable de mobiliser seul un budget de 16 milliard de \$. En réalité, cette institution ne permettrait pas à la RD Congo de se reconstruire affirmait Rigobert Minani qui disait : « les institutions financières internationales prennent en otage l'économie nationale » (Reybrouck, 2016).

Dans ce cadre, ces institutions se sont aperçues qu'il était injuste de continuer de faire peser sur la RD. Congo les poids de la prodigalité de Mobutu alors dans le cadre du programme d'aide à grande échelle à l'intention des pays dit lourdement endetté (PPTE) ? Le FMI s'est déclaré prêt à annuler 9 milliard de \$, si le Congo satisfaisait à une série d'exigences contraignantes ; parmi elles, figuraient une révision du contrat avec la Chine. Cela a permis à la RD Congo de résorber ses difficultés dues à la guerre de L'Est et à la précarité de son trésor public qui n'avait que 30 millions de \$ de réserve, Joseph Kabila accepta de revoir le contrat sino- congolais en récompense d'une aide éclair de 30.000.000\$.

C. L'enjeu sur la découverte du Coltan à l'EST de la RD. Congo.

Il s'est créé des frustrations dans le monde avec la découverte du coltan. Le coltan est composé de colombite (nobiium) et de tantale. La nobuim est utilisé dans la production d'acier inoxydable tandis que

le tantale est un métal au point de fusion extrêmement élevé (pris de 3000 °C), il est particulièrement adapté aux appareillages dans l'industrie de l'aérospatiale et dans le condensateur dans le domaine de l'électronique.

Toutes les mines de coltan sont contrôlées par le Rwanda, Kigali avait exporté l'équivalent de 240 million de \$ de coltan par an, au détriment des autochtones qui sont sauvagement tués sous l'œil complice de la communauté internationale. Les profits de la guerre étaient 3 fois supérieurs au coût. Ceux qui tirent profit du recel des matières leres en provenance du Congo sont les groupes miniers multinationaux, des compagnies aériennes obscures, des marchands d'armes notoires mais insaisissables, des hommes d'affaires véreux en suisse, en Russie, au Kazakhstan.

En Belgique, au pays bas et en Allemagne. Que profite la RD. Congo, la mère porteuse ? Jusque-là rien, parce que ces zones sont en proie de violence et occupés par les assaillants venus de Rwanda, avec plus de 16 milliard de \$ que la RD. Congo est capable de mobiliser, elle peut créer les emplois légaux à travers toutes les branches qui profitent du recel à travers leur contribution dans l'assiette de L'Etat congolais, pour ce faire, comme disait Hans Morgenthau dans sa vision réaliste, il faut doter la RD. Congo d'une armée dissuasive pour que la force d'équilibre soit garantie dans la région à l'Est. A l'heure actuelle, ces zones métallifères sont encore sous occupation.

2.3. Le revers de médailles

Dès l'accession du nouveau régime, 3 projets clés constituent les programmes du gouvernement pour les 5 ans du mandant du président FELIX TSHISEJEDI, il s'agit de :

- Programme de 100 jours ;
- Programme Tshilejelu ;
- Projet du programme de développement local de 145 territoires.

2.042 de millions de \$ sont disposés pour investir dans divers secteurs pendant 5 ans soit 4 % du taux d'investissement. [ZOO-eco-net développement](#)

2.3.1. Programme de 100 jours

Les attentes de la population congolaise sont quasi dubitatives. A l'esplanade de l'échangeur de la commune de limite à Kinshasa le 02/03/2020, le nouveau régime a mis sur pied un programme dit de 100 jours, Il s'agit d'un défi que le gouvernement devait réaliser en temps bref les rêves des congolais c'est un programme d'urgence de 304 millions de

dollars pour réaliser la construction des routes, la réhabilitation des écoles et centre de santé, l'amélioration de pouvoir d'achat des populations, des mesures d'aides aux démunis, pour ce faire, 206 million de \$ seront mobilisés par le trésor public, 70 millions de \$ proviendront du FPI et 23 millions de \$ de FONER. Le régime devrait tenir compte de la promotion de l'emploi principalement les jeunes. Ce programme a couché d'une souris suite aux divers soupçons qui ont pesé sur la gestion de ce fond tel que l'opacité de la procédure de la passation qui était de gré à gré, les chantiers qui ont amené ainsi à la retro-commission et à la mégestion. Ainsi ce programme de 100 jours dépasse largement le temps prévu. Un déficit de 5 million de \$ reste injustifiable et constitue une entorse. [Actualité cd. 17/01/2022](#)

2.3.2. Programme « Tshilejelu »

Selon Actualité CD du 07/01/2022, Le projet Tshilejelu est un projet d'infrastructures routières en RD. Congo. Il a été lancé le 17/03/2021 par le président de la République Felix Antoine Tshisekedi par un coup d'envoi au quartier Mpasa dans la commune de la N'sele. Il sied de souligner que le programme mise en œuvre, prévoit une exécution de travaux en plusieurs phases sur l'ensemble de la République au total 39,72km de voirie de la ville de Kinshasa. [Contrymeters. Info. DRC](#)

Dans sa phase initiale, le projet englobe l'espace grand Kasai (101,77km) avec à la clé quelques villes et territoire de cette partie du pays. il s'agit en l'occurrence de Mbuji-mayi (25,82km), Kabinda (10,5km), Lusambo (10km), Kananga (85km), Mueneditu (5,5km) et Tshikapa (15,39km), la durée de travaux est de 28 mois pour Kinshasa et 36 mois pour l'espace Grand Kasai, le montage financier ayant été effectué avec le concours de United Bank of Africa (UBA), cette dernière a facilité en effet l'obtention d'une ligne crédit dans le cadre de partenariat public (PPP). [Contrymeters. Info. DRC](#)

Pour l'ensemble du projet, de coût total du contrat entièrement financé par l'Etat congolais tel que conclus le 23/09/2010 est estimé à 138 millions de \$. Par conséquent, les frais décaissés pour ces besoins soit 6,5% du coût des travaux environs 7million de \$ ont été utilisés abusivement par l'OVD. Dans le rapport de la mission de l'IGF auprès de l'United Bank of Africa sur l'état d'un paiement au titre de caution de 7 millions de \$ de UBA dans le cadre de financement du projet Tshilejelu. Ladite caution correspondait à un déblocage des fonds de l'ordre de 13 millions de \$ au profit de L'OVD et la société GREC 7 pour les travaux prévus

dans ledit projet. A ce jour, le niveau d'exécution physique contraste de loin avec l'exécution financière et le timing fixé. [www.Ininvestindrc.Cd](#)

2.3.3. Projet des programmes de développement local de 145 Territoires

Selon la République CD, ce projet d'un montant total d'environ 1,6 milliard de \$ vise à autonomiser les 145 territoires repartis dans les 26 provinces que compte le pays et projette à terme de sortir 25 millions de congolais de la pauvreté. Le programme de développement local de 145 territoires en sigle PDL – 145T est une initiative du gouvernement de la RD. Congo visant à améliorer le cadre de vie des populations rurales. [https://pdl 145.Gouv.Cd](#)

Ce projet est l'émanation d'un nouveau contrat social amorcé dès sa prise de pouvoir visant à réduire les inégalités comme la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture de la santé universelle. Le PDL – 145 a été mis en œuvre sous financement publics et avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Le financement est réparti sur 3 exercices budgétaires à hauteur de 300 millions de dollars pour 2021, 700 millions pour 2022 et 660,1 millions pour 2023 et sera exécuter par 3 agences dont le programme de Nations Unies pour le développement (PNUD), le bureau central de coordination (BCECO) et la cellule d'exécution des financements en faveur des états fragiles CFEF. Les principales actions envisagées pour le programme sont :

- La réhabilitation et/ou l'entretien de 38.936 km de routes et de 444 ouvrages ;
- La construction de 418 minis centraux solaires et de 471 km d'éclairage public ;
- La construction de 3.071 forages et de 447 sources d'eau aménagées ;
- La construction de 238 marchés modernes ; La construction de 145 bâtiments administratifs dans les chefs- lieux des secteurs ;
- La construction de 1450 logements du staff dirigeant des territoires en raison de 10 chaque chef-lieu ;
- 788 centre de santé et 1210 écoles à construire et /ou à réhabiliter et équiper ;
- 500.000 producteurs locaux à structurer, à professionnaliser par filière à raison de 4 filières par territoire ;
- 4.340 équipements agricoles de production, de traitement et de transformation à acquérir pour le développement de champs collectifs de 75 ha pour les 145 territoires ;

- 500.000 tonnes d'intrants et des semences à distribuer aux producteurs et ménages locaux agricoles ; <https://pdl.145.Gouv.Cd>

2.4. Analyse de taux d'investissement en RD. Congo

Tableau 1. Le taux d'investissement (en milliard de FC

Année	2019	2020	2021	2022	2023
Budget	10.352,8	16895,8	15728,98	20408,1	36480
Montant investi	755	1535,5	1.614,4	1428,5	1639,35
Taux d'avertissement	7,2%	9%	10,2%	6,9%	4,5%

Source BCC

Taux d'investissement moyen :

$$\frac{7,2 + 9,0 + 10,2 + 6,9 + 4,5}{5} = 7,56\%$$

En tenant compte du montant investi allant à 6572,75 milliard de francs congolais et le budget annuel à 92815, 18 qui équivaut à 7,56% du taux d'investissement moyen.

Cet indicateur considère les chances de décollage économique de la RD. Congo il ressort de l'interprétation du tableau ce qui suit :

1) Si l'on veut accroître de 1% en moyenne le revenu annuel de la population congolaise et si elle est constatée, il est nécessaire d'investir 4% du PNB. Ce qui veut dire que, si le nombre de la population congolaise ne bouge pas, le taux d'investissement serait de 4% en tenant compte, de procéder au seul investissement de l'économie mais on doit tenir compte de l'investissement démographique et surtout avec la prise en charge par le gouvernement de la maternité ; (Gofeaux, 1999).

2) S'il faut maintenir le niveau vie de la population congolaise, on doit garder le taux de croissance à 1% en cela, il faut également 4% du niveau national, la RD Congo est dans la bonne posture mais il se pose la question de taux de croissance démographique qui est passé de 3,26% en 2019 à 3, 21% en 2020 et 3,1 en 2021.

Le taux de croissance démographique et au-delà de 3%. dans ce cas, pour maintenir simplement le niveau de vie, il faut soustraire à la consommation sous forme d'épargne pour l'investissement 12% du PNB. SI on vise en outre une croissance économie de 1%, on atteint un chiffre global de 16% d'investissement, or, la Rd. Congo le taux de croissance et au-delà de 1% soit 8,6% d'où le taux doit aller au-delà de 16%. L'analyse nous d'investissement montre que le pique a été atteint en 2021 soit 10,2% pour connaître une décroissance d'investissement de 6,9%et de 4,5%.

De cette analyse, trois incidents sont à considérer, il s'agit de :

- La guerre à l'Est qui a poussé le gouvernement à réduire le taux d'investissement pour des fins militaires ;
- Les élections du 20 décembre 2023, qui demande un financement du gouvernement ;
- La guerre en Ukraine qui a des effets extra et intra sur l'économie mondiale

2.4.1. Perspective du développement de la RD. Congo

L'évolution de la RD. Congo en matière développement spécifiquement concernent le taux d'investissement avant de chuter au sous-développement est dû à la désarticulation structurelle.

Avec l'avènement de la 2ème République, le volume consolidé de l'investissement de l'Etat par des ressources propres ou des ressources extérieurs, s'est accru de près de 5 fois entre 1966 et 1968, passant de 8, 9 millions de Zaïres à 42,5 millions il représentait et en 1960 près de 20% de l'ensemble de dépenses.

Cependant, cette évolution était éphémère, la RD. Congo était endettée auprès des institutions de Breton Wood et autres banques internationales allant jusqu'en 13 milliard de \$ et était secouée, due à la mégestion caractérisée par l'enrichissement illicite des gouvernants de la 2ème République mettant en brèche toute initiative d'investissement, nonobstant la fluctuation des matières lère qui avait fragilisé l'économie congolaise. (Janssens, 1997)

Certes au regard de la croissance de l'économie congolaise enregistrée surtout durant les 5 premières années de notre « autodétermination » avait empêché que la RD. Congo de fonctionner normalement.

A. La désarticulation structurelle

Gérer c'est prévenir la note intéressante de la croissance connue qui passe de 6,2% en 2022, offre une possibilité grandissante d'épargner. La RD. Congo est un Etat à vocation fédérale, elle doit tenir compte des atouts qui renferment chaque entité territoriale locale, l'impulsion croissante de son économie est rendue possible suite aux investissements et aux exportations du secteur minier qui reste jusque-là, le principal moteur de la croissance et aussi bien à la suite de l'expansion de ses capacités du redémarrage de la demande mondiale.

Mais hélas ! La RDC est confrontée à la guerre à l'Est où il y a la présence des multinationales et d'autres comptoirs inopportuns qui vendent les minerais sans une structure au préalable et qui échappe

à la mobilisation de fonds pour l'Etat congolais. (Reybrouck, 2016)

3. Résultats

« La culture d'une nation est le miroir où se reflètent ses connaissances, ses croyances et ses traditions originales » (Konoye, 1997) c'est une clé à l'aide de laquelle on peut ouvrir la porte de la connaissance de son peuple et de ses institutions. Un jugement clair, reposant sur des informations exactes est, à son tour, le vrai chemin vers l'amitié et la sympathie parmi les nations du monde. Comme développé ci-haut, le niveau du taux d'investissement était à 20% la décennie dès l'accession de L'EIC au pouvoir, qui a sombré suite aux événements politiques de 1960 aux guerres fratricides allant jusqu'à 5%. la situation était améliorée avec la prise du pouvoir de Monsieur Mobutu pendant les 10 premières années allant à plus de 20% et qui connut une décroissance vertigineuse suite à la gestion et aux guerres inhérentes que le Zaïre avait connu. Cfr [tableau I](#) Aujourd'hui, la RD. Congo a réalisé un taux d'investissement supérieur qu'en 2021 soit 10,2% et a basculé vers la décroissance de 6,9% à 4,5% soit un déficit de 2,4% dû à la guerre de l'EST, guerres en Ukraine et les élections de 2023 en RD. Congo.

En tenant compte du taux d'investissement enregistré pendant les 5 ans, qui est évalué à 7,56% comme taux d'investissement moyen, il présente ici un taux très faible par rapport à celui connu pendant la décennie après l'indépendance soit 20% à l'avènement de l'EIC.

Pour sortir de cette précarité, la RD. Congo doit :

- Tenir compte à la répartition de l'emploi dans les divers secteurs économiques et en privilégiant le secteur tertiaire et secondaire dans les zones économiques intégrées.

Tenir compte du fondement économique intégré par :

1) La maximisation de la production en faisant de chaque espace économie intégré comme :

- Un champ plus large des ressources naturelles et humaines
- Une mobilité des facteurs de production
- Une propagation accélérée des économies externes.

2) L'optimisation du commerce en tenant compte des conditions de biens et des services dans un espace généralement avantageux par elle du commerce extérieur, à cet effet, la libre circulation des biens et services, offrira l'avantage de la régulation des prix sur

le marché intégré par rapport au marché extérieur afin d'éviter la désarticulation de structure fondamentale.

3) L'équilibre des gains actuels et potentiels dans ce cas les opérations doivent mettre à profit toutes des opportunités qu'offrent les marchés pour la réalisation de gains, par le jeu d'ajustement continu des taux réels de prix des biens et services (Ngoma, 1997).

4) Au respect de l'aspect temporel du programme établi.

Ainsi nous proposons un bureau d'étude dans chaque espace économique intégré du pays qui va procéder à l'analyse appropriée sur :

- La répartition de l'emploi dans les divers secteurs économiques comme direction A
- La maximisation de la production comme Direction B
- L'optimisation de commerce comme Direction C
- L'équilibre des gains actuels et potentiels comme Direction D

Ces 4 directions permettront d'évaluer l'évolution et créer ainsi les zones économiques intégrées.

3.1. L'apport de la conscience.

A. La fête de cygne noir

« A la fête sur le cygne noir, il n'était pas question que de danser et de se rencontrer et si on ne dansait pas il n'y avait qu'à regarder autour de soi pour voir s'ouvrir dans toutes les forêts du monde les chemins innombrables de l'argent, de la violence, de la tendresse, de la vanité, de la folie et de tous les plaisirs, les inépuisables layons qui s'en allaient en tous sens et tous côtés pour aboutir invariablement aux grandes clairières des espérances insensées de la déception, des chagrins, et la mort » (Omerson 1968).

Cette narration illustre mieux le contexte congolais. La RD. Congo est effectivement dans la fête sur le cygne noir où elle ne danse pas.

Pour ce faire, elle est sujet des violences, de la folie que le monde lui offre comme spectacle. Ainsi elle doit regarder autour d'elle pour s'ouvrir dans toute la forêt du monde, les chemins innombrables des richesses.

L'immensité des directions vont à tous sens et de tous côtés, pourraient aboutir aux grandes espérances vitales susceptibles de conduire la RD. Congo à quelques choses de meilleurs. Oui la RD. Congo doit exister en évitant de vivre dans l'illusion dans laquelle elle sombre et elle continue à sombrer. Instinctivement, cette orientation posera les jalons qui permettront de recourir aux accords. Sur ce, l'homme est au centre de

son vécu quotidien. Ainsi disait Epicure « c'est tout l'homme qui constitue le sujet de la connaissance. (Imbuli, 2003).

Il s'agit alors par son âme raisonnable. C'est le concours de l'ensemble de toutes ses facultés (intelligibilité et sensibilité ou raison et sens) qui permet à l'homme d'acquérir une connaissance beaucoup plus précise de l'être y compris lui-même de vivre agréablement » (Imbuli, 2003).

Pour conclure, les accords doivent tenir compte de l'intelligibilité et de la sensibilité afin que l'homme vive agréablement.

B. L'apport de la conscience sur L'investissement

Disait merleau « l'expression même des choses transcendantes n'est possible que si j'en trouve en moi-même le projet » (Ponty, 1945). Cela suppose quand on réalise une infrastructure en la portant transcendante cela suppose qu'on ne possède pas l'infrastructure et qu'on n'en fait pas le tour, l'infrastructure devient transcendante dans la mesure où on ignore ce qu'elle est et où on en affirme aveuglement.

Ainsi ma vision de l'ordre comme extase muette en une chose individuelle, enveloppe déjà une certaine pensée de voir et une certaine pensée de l'ordre ; c'est enfin que je ne rencontre pas l'ordre, je ne suis pas simplement confronté avec lui ; et que je retrouve dans cet existant à la face de moi une certaine nature dont je forme activement ». Ce contour philosophique exprime mieux notre contribution de ce travail sur la conscience. Nous allons illustrer quelques cas antérieurs des investissements connus qui n'ont pas porté les revers. « Un homme qui connaît le prix de chaque chose et la valeur d'aucune » (Wilde, 2009), il y a du cynisme constaté auprès de certaines autorités dans la mise du taux d'avertissement, nous illustrons les cas suivants :

- L'investissement disproportionnés au regard de la demande

Le barrage d'Inga a été construit sur deux phases alors que la capacité de la 1ère phase, ajustée aux existantes, couvrirait largement la demande et celles des pays environnants.

Cela vaut pour la cimenterie CINAT, dont la capacité n'est pas utilisée à la moitié, à 10km d'une ancienne cimenterie (CILU) qui couvrirait largement déjà les besoins de la région. Il s'agit d'un investissement de trop. L'argent jeté à la fenêtre alors cet argent aurait été utilisé pour autres choses. Cela en appelle à la conscience (Omana, 2000).

- L'investissement inadapté ou inopportun

Deux situations antérieures présagent cette situation :

La construction de la sidérurgie à Maluku, alors que le pays ne réalise pas, en amont

Une production conséquente de fer et de fontes, condamnant de ce fait le pays à importer de l'acier de l'Europe et notamment, de l'Italie, principal pays fournisseur de l'équipement ayant servi à la construction de l'usine, la situation de cet investissement est si dramatique qu'un de deux sections de ce gigantesque ouvrage n'a jamais été exploitée depuis son installation en 1972, par suite de difficultés financières pour l'importation de rouleaux d'acier. (Omana, 2000).

L'autre section n'a fonctionné que jusqu'en 1977, moyennant ramassage des mitrilles pour une production qui n'a pas atteint la moitié de sa capacité.

L'installation d'une raffinerie non adaptée au pétrole lourd de la côte atlantique à la hauteur de Moanda et qui nécessite la mobilisation de sommes importantes, en vue d'acquérir un équipement supplémentaire de reforming ou d'hydrocracking requis pour rendre cette usine apte à traiter le brut congolais. Faute d'acquérir des équipements, la société à raffinage (SOCIR) est obligée d'importer le léger du nord (Nigeria, Libye) (Omana 2000).

Ces deux cas illustrent mieux, si nos dirigeants ne sont pas conscients de la pertinence de l'investissement « investir » cela nous amène à décortiquer le projet de 100 jours et au programme Tshilejilu où nous avons assisté à la mégestion et au détournement. (Merleau, 1945)

5. Conclusion

L'incapacité de compréhension totale est la définition même de la raison, c'est précisément cette obsession qui nous a permis de passer de la connaissance animale, passive, de simple enregistrement, à la connaissance raisonnée. Ainsi disait, Merleau « quand j'ai renoncé à un projet, soudain les motifs que je croyais avoir d'y tenir retombent sans force ».

De ce fait, l'aspect problématique de la raison découle du fait de son objectivité. La réalité de l'objet distinguée de lui-même opposée à lui-même présente dès lors, un départ une chose d'étranger, d'opaque, d'impénétrable. A force de nous y atteler, il nous est permis à ouvrir notre esprit en trouvant le problème présenté sous forme d'un projet d'article intitulé «

l'analyse du taux d'investissement du développement politico- économique de la RD. Congo de 2019 à 2023 ».

La méthode dialectique nous a permis à faire la comparaison entre les différents taux d'investissement pendant toute la période de notre étude et nous avons utilisé la technique documentaire et d'observation. Pour élucider ce problème nous avons posé la question principale suivante : quel est l'impact actuel du taux d'investissement dans la croissance économique de la RD. Congo ? Nous avons anticipativement répondu que le taux d'investissement dépendait du code minier et du code d'investissement qui souffrait d'application.

De ce fait, pour notre analyse, nous avons développé deux points à savoir : L'aspect historique du taux d'investissement en RD. Congo et la RD. Congo au creuset du taux d'investissement. Il ressort de cette analyse que le pique du taux investissement était intervenu en 2021 en raison de 10,2% alors que le taux de croissance démographique est évalué à plus de 3% et le taux de la croissance économique est imposant allant jusqu'à 8%, de ce résultat, la RD Congo pouvait améliorer son taux d'investissement allant jusqu'à 16% selon certains économistes, malheureusement son taux d'investissement moyen est de 7,56%. Cela est dû à la mauvaise répartition de l'emploi et à l'absence de fondement des espaces économiques intégrés entretenu par la désarticulation structurelle.

De ce résultat, nous exhortons les gouvernants à tenir compte de nos suggestions que nous trouvons propices et appropriées pour le décollage du développement de la RD Congo. Enfin en utilisant cette thérapeutique, la RD. Congo pourra réellement décoller pour son développement.

A cela, les causes inhérentes à cette situation sont dues à la mauvaise répartition de l'emploi dans les divers secteurs de l'économie, l'absence de fondement des espaces économiques intégrés, par la désarticulation structurelle.

De ce résultat, nous exhortons le gouvernement à tenir compte de nos suggestions que nous trouvons propice été appropriées pour le décollage du développement du pays. Le projet- programme de 145T est meilleur, mais il doit y être associé par la création des espaces économiques intégrés.

Enfin, en utilisant cette thérapeutique, la RD. Congo pourra réellement décoller pour son développement.

Remerciements

Nous remercions le conseil scientifique national pour la formation en mise en niveau que chacun de nous avez bénéficié. Cette formation a pu donner à chacun de nous un exploit important dans notre carrière, il en va aussi du CRESH pour les différentes activités scientifiques qui ont pu relever en nous l'orientation de notre vocation.

Financement

Nos moyens sont limités pour arriver à cette fin, ils dépendent de la contribution de chacun de nous, qui ne bénéficie que de la prime aussi modeste soit-elle.

Conflits d'intérêt

Chaque pays s'épanouit à travers le taux d'investissement qu'il affecte dans son budget. 16% est salubre suite aux réalités dues au taux de croissance économique allant jusqu'à 6% et le taux démographique de 3 à 4% pour la RDC. Mais curieusement, la RDC ne tient pas compte de cette réalité, elle affecte le taux d'investissement selon son désir.

Considérations d'éthique

L'affectation de taux d'investissement dépend de la volonté des autorités. Il serait aberrant de constater dans certaines mesures que les autorités s'appuient sur leurs intérêts égoïste et à la retro commission décriés de part et d'autres. C'est aspect de chose nécessite l'honnêteté et la loyauté aux textes prescrites afin d'éviter toute sorte d'incompatibilité.

Contributions des Auteurs

B.M.D a conçu et supervisé l'étude, rédigé le manuscrit principal et validé la version finale et a validé les données, contribué à la discussion et donné l'approbation finale de la version à soumettre.

N.M.E. a contribué à l'interprétation des résultats et à la relecture critique du manuscrit, a assuré la revue bibliographique et participé à la mise en forme du document et validé la version finale.

S.H.O a participé à la collecte de données et à l'analyse statistique.

M.M.L.C. a validé les données, contribué à la discussion et donnée l'approbation finale de la version à soumettre.

Tous les auteurs ont lus et approuvé la version finale du manuscrit.

ORCID des auteurs

Nzembele M.E. : <https://orcid.org/0009-0002-74691134>

Bulayi M.D: <https://orcid.org/0009-0004-4532-8621>

SUDI H.O: <https://orcid.org/0009-0001-8524-0550>

M.M.L.C. <https://orcid.org/0000-0007-6992-9972>

Références bibliographiques

Contrymeters. Info. DRC

Goffaux, J, (1999), *Problème de développement*, éd. Universitaires africaines, Kinshasa, p.79.

Imbuli, M. (2003), *Les fondements philosophiques de Mondialisation*, éd. Universitaires africaines, Kinshasa, p.45.

Janssens P, (1976), *A la cour de Mobutu*, éd. Michel Lafon, Paris, p.181.

Janssens, P, (1976), *A la cour de Mobutu*, éd. Michel Lafon, Paris, p.176.

Janssens, P, (1976), *A la cour de Mobutu*, éd. Michel Lafon, Paris, p.180.

Lachelier, J, (1999) considération sur les mœurs, Ed Michel Lafon, Paris, P65

Merleau, M, P, (1945), *Phénoménologie de la perception*, éd. Librairie Gallimard, Paris, p.136.

Merleau, M, P, (1945), *Phénoménologie de la perception*, éd. Librairie Gallimard, Paris, p.497.

Merleau, M, P, (1945), *Phénoménologie de la perception*, éd. Librairie Gallimard, Paris, p.137.

Ngoma, M, M, (1997), *Fédération, ethnicité et intégration nationale au Congo/Zaire*, éd. Institut de formation et d'Etudes pratiques, Kinshasa, p.p.21-25.

Omana, A. O. (2000), *Pour une croissance économique durable de la République Démocratique du Congo, une approche méthodique*, éd. Imprimerie Cedi, Kinshasa, p.p.282-283.

Omerson, J. (1968), *les illusions de la mer*, éd. Julliard, Paris, p.115.

Présidence de la RDC (2006), *Bilan 1965-1970*, éd. bureau politique de la Présidence, Kinshasa, p.186.

Présidence de la RDC, (2006), *Bilan 1965-1970*, éd. bureau politique de la Présidence, Kinshasa, p.45.

Reybrouck, D. V, (2016), *Congo une histoire*, éd. Debezige Bij, Amsterdam, p.673.

Reybrouck, D. V, (2016), *Congo une histoire*, éd. Debezige Bij, Amsterdam, p.583.

Services FMI, (1990), *perspectives de l'économie mondiale Mai 1991*, Ed library of congress, washington, P71-72

Wilde, O, (1989) *l'éventail de lady windermere*, Ed Michel lafon, Paris, P174

www. Invest in drc. Cd

www. Rfi, fr

ZOO-eco –net développement>